



## **Le sort des forêts ne doit pas être décidé sans les populations et les acteurs de terrain**

**Paris, le 10 mars 2010** - La conférence internationale sur les grands bassins forestiers qui se tient demain à Paris en présence des principaux pays donateurs et des grands pays en développement forestiers représente une bonne opportunité pour relancer le processus de négociation sur le changement climatique.

A Copenhague, l'Australie, la France, le Japon, la Norvège, le Royaume-Uni et les Etats-Unis ont annoncé 3,5 milliards de dollars pour aider les pays en développement à réduire les émissions de gaz à effet de serre liées à la déforestation et à la dégradation des forêts, contribuant à la conservation et à l'aménagement durable et au renforcement des stocks de carbone forestiers (REDD+), sur la période 2010-2012. Un accord avait été trouvé sur les grands principes devant encadrer la mise en œuvre du mécanisme REDD. Cependant, aucune décision n'avait pas pu être adoptée. Cette réunion est l'occasion de d'ouvrir un processus permettant de définir les modalités opérationnelles pour le financement de projets REDD+ pour la période 2010-2012 et de poser les bases d'un accord final REDD+, en amont des prochaines négociations Climat à Cancun fin 2010.

### **> Près de 100 jours après Copenhague, il est impératif de ne pas reproduire les mêmes erreurs.**

Pour les ONG françaises d'environnement et de solidarité internationale, les organisateurs français et norvégiens de cette conférence doivent impérativement garder à l'esprit de ne pas reproduire les erreurs commises à Copenhague : on ne parviendra pas à un bon accord sur REDD en se contentant d'enfermer à huis clos des ministres et chefs d'Etat pendant une journée. Il est indispensable que le processus s'inscrive dans la durée et devienne davantage transparent et participatif de façon à associer l'ensemble des parties prenantes de la Convention-cadre des Nations unies sur le climat, ainsi que des acteurs au Nord et au Sud, impliqués dans les politiques et projets de terrain de lutte contre la déforestation. En effet, les forêts ne sont pas simplement des stocks de carbone : elles procurent de multiples bénéfices économiques, environnementaux et sociaux. Leur avenir ne peut être laissé entre les mains de quelques décideurs politiques.

### **> Les ONG demandent le respect de garde-fous**

Les critères suivants doivent être respectés afin que le mécanisme REDD permette de s'attaquer aux causes profondes de la déforestation, en tenant compte du principe de justice sociale :

- La participation effective des populations et des acteurs locaux, le respect des droits des populations autochtones et, le partage des bénéfices avec les communautés locales ;
- La mise en place d'incitations économiques pour la préservation des forêts naturelles et des écosystèmes ;
- L'application des critères sociaux et environnementaux pour tous les types de financements, bilatéraux et multilatéraux, de façon transparente et uniforme ;
- Une gouvernance équitable et équilibrée entre pays donateurs et pays récipiendaires permettant de répondre aux vrais besoins des pays en voie de développement ;
- L'additionalité des financements aux objectifs de l'Aide Publique au Développement (0.7% du PNB) pour éviter le recyclage des fonds existants ;
- Le renforcement des capacités pour la mise en place d'institutions et de stratégies efficaces au niveau national ;
- La mise en place de procédures transparentes de Mesure, de Vérification et de Reporting sur les flux financiers, et la possibilité de faire appel en cas de plaintes sur ces procédures ;
- Le déversement effectif des fonds dès l'année 2010.

### **Contacts sur place :**

Elise Buckle (Responsable Climat, WWF France) : +33 6 43 82 02 77, +41 79 278 48 90

Benoit Faraco (Fondation Nicolas Hulot) : +33 6 62 74 88 45